

Déchets : les intercos s'engagent sur une politique massive du tri

Face aux élus locaux, Etat, Collectivité et Syvadec ont montré une volonté commune de forcer le tri dans l'île. Un signal positif alors que la perspective d'une nouvelle crise n'est pas écartée, et que d'autres solutions sont en attente



Les responsables de l'Etat se sont notamment entretenus avec le président du Syvadec.



Une réunion sur le traitement des déchets s'est déroulée hier à Corte. L'objectif : mettre en place un tri généralisé dans l'île.

(PHOTOS JOSE MARTINETTI)

La réunion sur le traitement des déchets, à laquelle la presse n'était pas conviée, s'est tenue dans les locaux de l'université de Corte hier en milieu d'après-midi.

Si rien n'a filtré de la vraie teneur des échanges entre la cinquantaine d'intervenants, tous les participants interrogés se sont déclarés "satisfaits" d'un tri généralisé qui serait mis en place de façon accélérée.

Pour Xavier Poli, président de la 4C et vice-président du Syvadec, la rencontre a permis la "concrétisation de l'engagement fort de toutes les intercos en faveur de l'augmentation significative du tri. C'était un point important pour envoyer un signal positif aux collectivités qui accueillent des CET sur leur territoire et pour d'autres qui sont susceptibles de les accueillir."

L'option d'un nouveau centre d'enfouissement semble dans l'actualité, même si François Tatti, le président du Syvadec, s'est refusé à en dire plus, soucieux de respecter

"l'engagement d'une communication commune avec la CdC et l'Etat. Plusieurs choses seront mises en place mais je ne peux en dire plus. On aura d'autres réunions hélas ! La réunion d'aujourd'hui (hier, nulle), organisée par la CdC, qui vient de s'achever, avait pour but de présenter leur plan d'accompagnement de la collecte. Il y a une deuxième rencontre dans la continuité, à trois cette fois au cours de laquelle un point sera fait pour éviter la crise. Pour autant, la première réunion contribue d'une certaine manière à régler le problème de l'urgence car les intercos de Prunelli-di-Numurba et Viggianello ont entendu que tout le monde allait se mettre à trier. Cela veut donc dire que leurs centres de stockages vont aussi bénéficier de cette dynamique. Pour eux, c'est un signal de plus, mais on est conscient que dans l'immédiat, ce n'est pas la réponse ! C'est l'objectif de la seconde réunion de définir ce qui est faisable ou non."

Le président du Syvadec refusait à "rassurer les gens aujourd'hui. Je

ne parle pas tout seul et ce n'est pas moi qui porte toutes les réponses au problème. Nous travaillons à trois et nous allons apporter les réponses à trois, chacun en faisant sa part du travail." Pour Gilles Simeoni, président de l'exécutif de Corse, c'est "un sentiment positif" qui a semblé se dégager, autant qu'une bonne dose de doutes.

Des doutes, toujours des doutes

"La perspective de la crise reste là mais, quand on veut régler un problème complexe, il faut bien commencer par apporter des réponses mêmes partielles."

Reconnaissant que la Corse se trouve "dans l'urgence", il faut selon Gilles Simeoni "répondre en se donnant du temps et en démontrant qu'on est tous d'accord pour faire le tri. On est donc en mesure de dire qu'on a fait un pas significatif après cette rencontre."

Parlant d'une solution innovante, il est néanmoins resté pru-

dent, d'autant que "ce n'est pas seulement cela qui va résoudre le problème des déchets, ni dissiper les perspectives de la crise. C'est un élément qui peut contribuer à donner de la confiance et ouvrir des perspectives même si les objectifs de la réunion sont atteints et que nous parlons tous d'une même voix."

Pour Josiane Chevalier, préfète de région, ce "dossier prioritaire" laisse percer une amélioration notable. D'autant plus qu'elle n'a "plus envie d'entendre dire qu'en Corse, on n'est pas capable de gérer les déchets".

Rappelant les avantages d'entrer dans une "logique d'économie circulaire", elle a insisté sur l'idée que "les déchets ne doivent pas être considérés comme un problème mais comme une opportunité".

"L'intérêt général et le quotidien des Corses"

Soulignant le respect des engagements de l'Etat via "une contractua-

lisation de trois ans, aux côtés de la CdC et de chacune des intercommunalités", elle a souligné que "le calendrier est relativement serré car on a besoin de résultats immédiats".

Apparemment peu favorable à "l'enfouissement qui n'est pas une bonne solution car on pollue le sol pour un certain nombre d'années et qu'il faut aussi voir le problème des carbonis qui aggravent l'empreinte carbone", la préfète a néanmoins insisté sur l'aspect "très positif" de cette réunion, avec une vraie prise de conscience collective. "Je pense que les gens peuvent être rassurés, rajoutait la préfète. Mais on attend aussi beaucoup d'eux. La gestion des déchets est aussi une question de civisme."

Pour Josiane Chevalier, si la situation semble plus détendue, éliminant l'hypothèse d'un hlochage, "c'est grâce à notre capacité à travailler ensemble. Nous sommes arrivés à trouver des modalités de travailler ensemble, pour l'intérêt général et le quotidien des Corses."

MARC-ANGE INGRAND